

LA CHINE INTERDIT THE INTERCEPT ET D'AUTRES SITES D'INFORMATION LORS D'UN "VENDREDI NOIR DE LA CENSURE".

Ryan Gallagher, 7 juin 2019 <https://theintercept.com/2019/06/07/china-bans-the-intercept-and-other-news-sites-in-censorship-black-friday/>

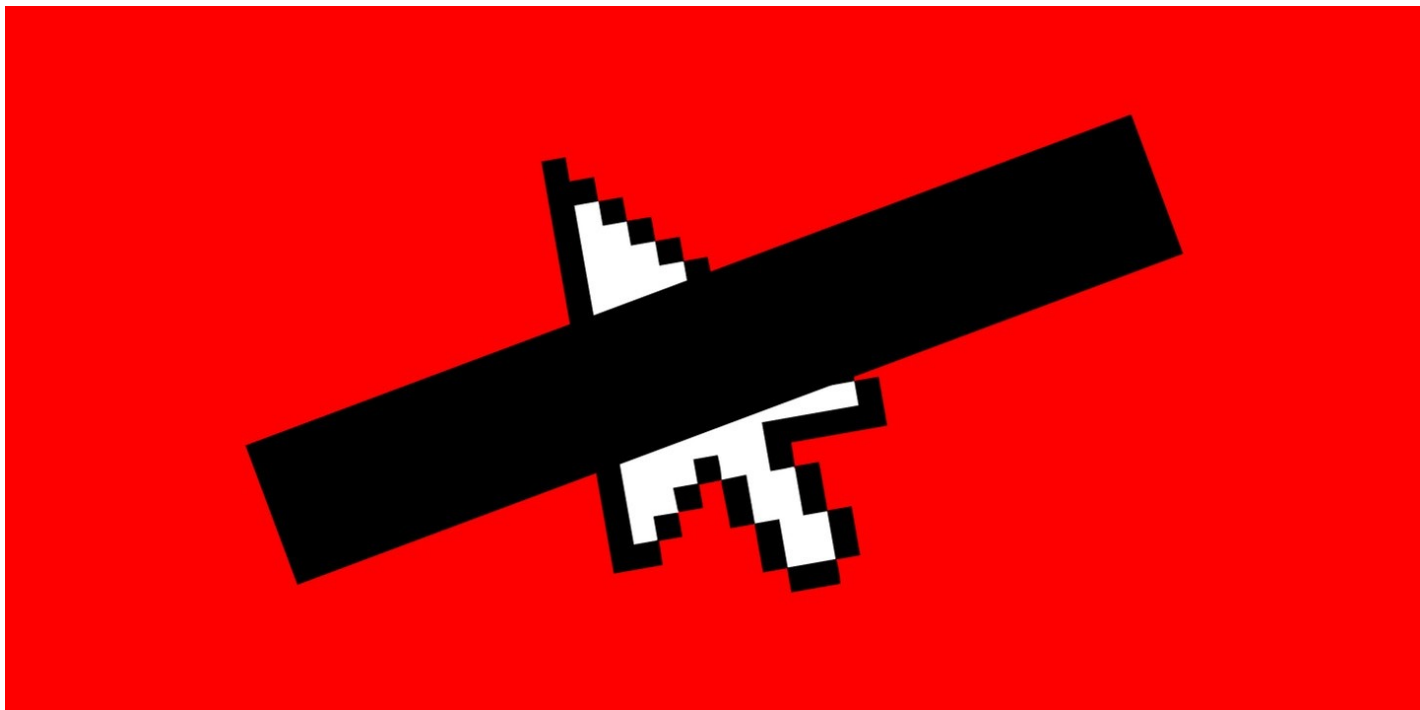


Illustration: Soohee Cho/The Intercept

LE GOUVERNEMENT CHINOIS semble avoir lancé une nouvelle répression majeure sur Internet, empêchant les citoyens du pays d'accéder au site Web de The Intercept et à ceux d'au moins sept autres organismes de presse occidentaux.

Vendredi, des Chinois ont commencé à signaler qu'ils ne pouvaient pas accéder aux sites Web de The Intercept, The Guardian, le Washington Post, HuffPost, NBC News, le Christian Science Monitor, le Toronto Star et Breitbart News.

On ne sait pas exactement quand la censure est entrée en vigueur ni pour quelles raisons. Mais mardi marquait le 30e anniversaire du massacre de la place Tiananmen, et les autorités chinoises auraient augmenté les niveaux de censure en ligne pour coïncider avec cet événement.

Charlie Smith, cofondateur de GreatFire.org, une organisation qui surveille la censure du gouvernement chinois sur Internet, a déclaré que la répression apparente sur les sites occidentaux d'informations marquait un nouveau développement important et l'a décrit comme un "vendredi noir de censure".

"Cette activité frénétique pourrait indiquer que les autorités accélèrent leurs efforts pour rompre le lien entre les citoyens chinois et toute source d'information qui échappe à l'influence du Parti ", a déclaré M. Smith en faisant référence au régime du Parti communiste au pouvoir.

Pendant des années, la Chine a bloqué plusieurs organismes de presse occidentaux après que ces derniers aient publié des articles ayant eu des répercussions négatives sur le gouvernement. Le New York Times, Bloomberg, le Wall Street Journal et Reuters ont tous été censurés auparavant, rendant leurs sites Web inaccessibles dans le pays.

La Chine applique un système de censure d'Internet connu sous le nom de Grande Muraille de Feu, qui utilise un équipement de filtrage pour empêcher les gens du pays d'accéder au contenu publié sur des sites Web interdits qui sont exploités hors des frontières de la Chine.

Il est possible de contourner la censure à l'aide d'outils tels qu'un réseau privé virtuel, ou VPN. Cependant, l'utilisation de technologies qui contournent la Grande Pare-feu est interdite - et les personnes qui vendent l'accès à ces services dans le pays ont été emprisonnées.

L'an dernier, The Intercept a publié une série de rapports révélant le projet de Google de lancer un moteur de recherche censuré en Chine. Ces rapports ont mis en lumière le blocage en ligne généralisé en Chine de l'information sur les droits de l'homme, la démocratie, les manifestations pacifiques et la religion. Ils ont également révélé des réunions secrètes de haut niveau entre Sundar Pichai, PDG de Google, et un haut fonctionnaire du gouvernement chinois du nom de Wang Huning.

En Chine, la censure s'est accrue ces dernières semaines, alors que le pays se préparait pour le 30e anniversaire des soulèvements de la place Tiananmen, une série de manifestations étudiantes qui ont été réprimées dans la plus grande violence par l'armée, faisant, selon certaines estimations, plus de 10 000 morts civils.

Avant cet anniversaire, le 4 juin, les internautes chinois ont fait état d'une censure généralisée sur les sites de médias sociaux. Sur des services de messagerie populaires tels que Weibo et un service de streaming géré par la société YY Inc, les utilisateurs n'ont pas pu entrer des termes de recherche tels que "incident de Tiananmen", "veillée aux chandelles", "répression", et "mouvement étudiant".

Le Ministère chinois des affaires étrangères n'a pas répondu à une demande de commentaires.